



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2023



| | |
|---|-----------|
| Synthèse..... | 2 |
| Faits marquants..... | 2 |
| Chiffres clés..... | 4 |
| | |
| Solde d'exécution budgétaire..... | 5 |
| | |
| Dépenses..... | 6 |
| Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie..... | 6 |
| Dépenses du budget général par mission et programme..... | 7 |
| | |
| Recettes..... | 10 |
| Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)..... | 10 |
| Recettes non fiscales du budget général..... | 12 |
| Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits..... | 14 |
| | |
| Opérations des comptes spéciaux..... | 15 |
| | |
| Données patrimoniales..... | 16 |
| Correspondants du Trésor et personnes habilitées..... | 16 |
| Dettes financières de l'Etat..... | 17 |
| | |
| Notes méthodologiques..... | 18 |



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -168,993 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2023 s'élève à -168,993 Md€ contre -132,706 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-36,287 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 12,711 Md€, une baisse des recettes nettes de 16,895 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 6,681 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 277,222 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 14,632 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (14,354 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,794 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,944 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,123 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 6,145 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,875 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,411 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,056 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,992 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,165 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2023 s'élèvent à 277,222 Md€ contre 264,511 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+12,711 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +7,059 Md€ (écart principalement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +4,728 Md€, hausse prévue en LFI), des dépenses de personnel pour +2,760 Md€ (hausse prévue en LFI), des charges

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,865 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,457 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,325 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,982 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,903 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,001 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,844 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 3,198 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,283 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,223 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,026 Md€).

de la dette de l'Etat pour +1,367 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +1,323 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022) et des dépenses d'investissement pour +1,026 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense").

Recettes du budget général (nettes) : 136,020 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,997 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,919 Md€, dont 2,094 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,584 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICGN) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,286 Md€, dont 1,001 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,927 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE nette** : 1,560 Md€ ;

► **IS net** : -1,279 Md€ (montant principalement lié à des R&D à hauteur de 2,555 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,084 Md€ ;

► **IR net** : -4,692 Md€ (montant essentiellement lié à des remboursements de trop perçus de PAS 2022) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -5,120 Md€, dont 2,131 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement et 0,923 Md€ au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).



Recettes fiscales (nettes) : 166,573 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2023 s'élevaient à 166,573 Md€ contre 173,964 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,390 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -4,529 Md€ (écart lié à une baisse des

recettes brutes de 2,674 Md€ et à une hausse des R&D de 1,854 Md€) et des recettes d'IR net pour -1,964 Md€ (écart lié à une hausse des R&D de 4,975 Md€ et à une augmentation des recettes brutes de 3,012 Md€).

Recettes non fiscales : 8,115 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2023 s'élevaient à 8,115 Md€ contre 17,246 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,131 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'Union européenne pour cofinancer une partie des dépenses

engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ durant le mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -42,028 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2023 s'élevaient à -42,028 Md€ contre -41,485 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,543 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 1,219 Md€ et de moindres PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,676 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 3,360 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin juillet 2023 s'élevaient à 3,360 Md€ contre

3,190 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,170 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -27,790 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 13,212 Md€ et des recettes pour 6,293 Md€ (dont 4,033 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales, ainsi que 1,499 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,763 Md€ (dont un versement de 0,500 Md€ à la CDC au titre du plan France 2030) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2023 s'élève à -27,790 Md€ contre -21,109 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,681 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -5,536 Md€ (dont

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 14,757 Md€ (dont 13,995 Md€ au titre du paiement du capital et des intérêts des OAT) et des recettes pour 14,766 Md€ (au titre d'abondements par le budget général pour 14,381 Md€).

le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -5,317 Md€, dégradation du solde prévue en LFI) et du solde des comptes d'affectation spéciale de -1,582 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -1,299 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 31 juillet 2023 : 2 416,895 Md€

La dette financière est en augmentation de 104,603 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +90,338 Md€

et hausse des BTF de +16,173 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,907 Md€).



| | Mois | Cumul à fin juillet | | Ecart cumul | |
|---|---------|---------------------|------------------|-----------------|----------------------------|
| | Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | | |
| DONNEES BUDGETAIRES | | | | | |
| Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) | -52 812 | -168 993 | -132 706 | -131 215 | -36 287 |
| Dépenses du budget général (nettes) | 51 382 | 277 222 | 264 511 | 261 413 | 12 711 |
| Recettes du budget général (nettes) | 6 552 | 136 020 | 152 914 | 151 307 | -16 895 |
| Principales recettes fiscales (nettes) | | | | | |
| - IR | -4 692 | 36 964 | 38 927 | 38 927 | -1 964 |
| - IS * | -1 279 | 25 986 | 30 515 | 30 515 | -4 529 |
| - TICPE | 1 560 | 9 663 | 8 907 | 9 532 | 756 |
| - TVA | 10 997 | 59 055 | 58 302 | 63 875 | 753 |
| Solde des comptes spéciaux (hors FMI) | -7 981 | -27 790 | -21 109 | -21 109 | -6 681 |

DONNEES PATRIMONIALES

| | | |
|--|-------|-----------|
| Correspondants du Trésor et personnes habilitées | 7 861 | 172 397 |
| Dette financière de l'Etat | 6 076 | 2 416 895 |

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



| | Mois | Cumul à fin juillet | | | Ecart cumul |
|---|----------------|---------------------|------------------|-----------------|----------------------------|
| | Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | | |
| Dépenses nettes du budget général | | | | | |
| Dotations des pouvoirs publics | 0 | 1 077 | 1 048 | 1 048 | 29 |
| Dépenses de personnel | 11 922 | 82 966 | 80 206 | 80 226 | 2 760 |
| Dépenses de fonctionnement | 9 529 | 49 746 | 42 687 | 42 476 | 7 059 |
| Charges de la dette de l'Etat | 14 381 | 40 749 | 39 382 | 39 382 | 1 367 |
| Dépenses d'investissement | 2 163 | 11 571 | 10 545 | 10 545 | 1 026 |
| Dépenses d'intervention | 13 060 | 89 185 | 89 181 | 86 274 | 4 |
| Dépenses d'opérations financières | 328 | 1 928 | 1 463 | 1 463 | 466 |
| Total des dépenses (nettes) (I) | 51 382 | 277 222 | 264 511 | 261 413 | 12 711 |
| Recettes nettes du budget général | | | | | |
| Recettes fiscales | 12 169 | 166 573 | 173 964 | 172 469 | -7 390 |
| Recettes non fiscales | 1 273 | 8 115 | 17 246 | 17 246 | -9 131 |
| Prélèvements sur recettes | -7 203 | -42 028 | -41 485 | -41 597 | -543 |
| Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾ | 313 | 3 360 | 3 190 | 3 190 | 170 |
| Total des recettes (nettes) (II) | 6 552 | 136 020 | 152 914 | 151 307 | -16 895 |
| Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes) | 13 755 | 178 048 | 194 399 | 192 905 | -16 351 |
| SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I) | -44 831 | -141 202 | -111 597 | -110 106 | -29 605 |
| Comptes spéciaux | | | | | |
| Solde des comptes d'affectation spéciale | -928 | -1 596 | -14 | -14 | -1 582 |
| Solde des comptes de concours financiers | -7 143 | -26 731 | -21 195 | -21 195 | -5 536 |
| Solde des comptes de commerce | 61 | 481 | 81 | 81 | 399 |
| Solde des comptes d'opérations monétaires | 36 | 749 | -1 090 | -1 090 | 1 839 |
| SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV) | -7 981 | -27 790 | -21 109 | -21 109 | -6 681 |
| SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV) | -52 812 | -168 993 | -132 706 | -131 215 | -36 287 |

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



| | Mois | Cumul à fin juillet | | | Ecart cumul |
|---|------------------------------|---------------------|------------------|-----------------|----------------------------|
| | unité : million d'€. Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL | 11 922 | 82 966 | 80 206 | 80 226 | 2 760 |
| Rémunérations d'activité | 6 915 | 47 933 | 46 363 | 46 375 | 1 570 |
| Cotisations et contributions sociales | 4 937 | 34 366 | 33 175 | 33 183 | 1 191 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 70 | 667 | 668 | 668 | -1 |
| AUTRES TITRES | 39 460 | 194 256 | 184 305 | 181 187 | 9 951 |
| Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics | 0 | 1 077 | 1 048 | 1 048 | 29 |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 9 529 | 49 746 | 42 687 | 42 476 | 7 059 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 739 | 25 360 | 21 094 | 20 905 | 4 267 |
| Subventions pour charges de service public | 6 790 | 24 385 | 21 593 | 21 571 | 2 792 |
| Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat | 14 381 | 40 749 | 39 382 | 39 382 | 1 367 |
| Intérêts de la dette financière négociable | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Intérêts de la dette financière non négociable | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges financières diverses | 14 381 | 40 749 | 39 382 | 39 382 | 1 367 |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement | 2 163 | 11 571 | 10 545 | 10 545 | 1 026 |
| Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat | 1 919 | 8 559 | 7 983 | 7 983 | 576 |
| Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat | 244 | 3 012 | 2 562 | 2 562 | 451 |
| Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 6 - Dépenses d'intervention | 13 060 | 89 185 | 89 181 | 86 274 | 4 |
| Transferts aux ménages | 4 647 | 35 918 | 35 179 | 35 104 | 739 |
| Transferts aux entreprises | 3 544 | 26 608 | 26 050 | 26 258 | 558 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 1 522 | 9 060 | 10 250 | 7 362 | -1 191 |
| Transferts aux autres collectivités | 3 069 | 16 606 | 17 103 | 16 950 | -497 |
| Appels en garantie | 278 | 993 | 599 | 599 | 394 |
| Titre 7 - Dépenses d'opérations financières | 328 | 1 928 | 1 463 | 1 463 | 466 |
| Prêts et avances | 12 | 19 | 39 | 39 | -21 |
| Dotations en fonds propres | 134 | 650 | 661 | 661 | -12 |
| Dépenses de participations financières | 181 | 1 260 | 762 | 762 | 498 |
| TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes) | 51 382 | 277 222 | 264 511 | 261 413 | 12 711 |

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



| | Mois de juillet | | Cumul à fin juillet 2023 | | Cumul à fin juillet 2022 retraité | | Cumul à fin juillet 2022 consommé | Ecart cumul |
|---|-----------------|--------------|--------------------------|---------------|-----------------------------------|---------------|-----------------------------------|-------------|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP retraités | CP consommés | 2023 / 2022 retraité | |
| ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT | 190 | 165 | 1 923 | 1 676 | 1 900 | 1 921 | -224 | |
| Action de la France en Europe et dans le monde | 116 | 111 | 1 141 | 1 030 | 1 254 | 1 254 | -224 | |
| Diplomatie culturelle et d'influence | 50 | 31 | 537 | 405 | 432 | 452 | -27 | |
| Français à l'étranger et affaires consulaires | 24 | 23 | 246 | 241 | 214 | 214 | 27 | |
| ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT | 388 | 418 | 2 669 | 2 645 | 2 538 | 2 532 | 108 | |
| Administration territoriale de l'Etat | 199 | 213 | 1 462 | 1 463 | 1 387 | 1 379 | 76 | |
| Vie politique | 68 | 67 | 147 | 149 | 229 | 229 | -81 | |
| Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur | 122 | 138 | 1 060 | 1 034 | 921 | 924 | 113 | |
| AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES | 157 | 164 | 1 942 | 1 914 | 1 872 | 1 750 | 42 | |
| Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾ | 58 | 55 | 844 | 827 | 911 | 1 015 | -84 | |
| Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation | 52 | 60 | 377 | 367 | 404 | 402 | -37 | |
| Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture | 47 | 49 | 330 | 329 | 330 | 333 | -2 | |
| Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾ | 0 | 0 | 391 | 391 | 227 | 0 | 164 | |
| Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT | 1 207 | 632 | 3 456 | 3 668 | 3 346 | 3 347 | 322 | |
| Aide économique et financière au développement | 647 | 185 | 893 | 1 499 | 1 058 | 1 059 | 441 | |
| Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement | 0 | 0 | 150 | 150 | 190 | 190 | -40 | |
| Solidarité à l'égard des pays en développement | 560 | 447 | 2 413 | 2 019 | 2 098 | 2 098 | -79 | |
| Restitution des "biens mal acquis" | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION | 209 | 45 | 1 531 | 1 289 | 1 360 | 1 360 | -71 | |
| Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation | 209 | 44 | 1 458 | 1 215 | 1 282 | 1 282 | -67 | |
| Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale | 0 | 0 | 73 | 74 | 77 | 77 | -4 | |
| COHESION DES TERRITOIRES | 483 | 2 865 | 16 365 | 11 639 | 11 130 | 11 123 | 509 | |
| Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables | 303 | 278 | 1 769 | 1 316 | 1 248 | 1 248 | 69 | |
| Aide à l'accès au logement | 0 | 2 457 | 13 282 | 9 139 | 8 940 | 8 940 | 199 | |
| Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat | 69 | 39 | 757 | 706 | 466 | 466 | 240 | |
| Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire | 34 | 21 | 198 | 155 | 149 | 147 | 6 | |
| Politique de la ville | 69 | 59 | 322 | 245 | 275 | 272 | -30 | |
| Interventions territoriales de l'Etat | 8 | 10 | 37 | 78 | 52 | 49 | 26 | |
| CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT | 59 | 64 | 483 | 461 | 428 | 428 | 33 | |
| Conseil d'Etat et autres juridictions administratives | 38 | 42 | 299 | 279 | 252 | 252 | 27 | |
| Conseil économique, social et environnemental | 0 | 0 | 44 | 44 | 46 | 46 | -1 | |
| Cour des comptes et autres juridictions financières | 21 | 22 | 139 | 138 | 130 | 130 | 8 | |
| Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| CREDITS NON REPARTIS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Provision relative aux rémunérations publiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Dépenses accidentelles et imprévisibles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| CULTURE | 232 | 296 | 2 661 | 2 108 | 2 050 | 2 042 | 57 | |
| Patrimoines | 27 | 65 | 844 | 567 | 537 | 536 | 30 | |
| Création | 58 | 91 | 810 | 643 | 663 | 643 | -20 | |
| Transmission des savoirs et démocratisation de la culture | 60 | 60 | 537 | 444 | 424 | 425 | 19 | |
| Soutien aux politiques du ministère de la culture | 87 | 80 | 470 | 453 | 426 | 438 | 28 | |
| DEFENSE | 5 674 | 5 411 | 29 441 | 33 569 | 31 297 | 31 288 | 2 272 | |
| Environnement et prospective de la politique de défense | 76 | 199 | 941 | 1 265 | 1 167 | 1 167 | 98 | |
| Préparation et emploi des forces | 1 219 | 1 165 | 7 680 | 7 553 | 6 909 | 6 904 | 644 | |
| Soutien de la politique de la défense | 1 988 | 2 056 | 13 847 | 13 869 | 13 330 | 13 326 | 539 | |
| Equipement des forces | 2 391 | 1 992 | 6 974 | 10 882 | 9 891 | 9 891 | 991 | |
| DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT | 87 | 84 | 520 | 487 | 518 | 518 | -31 | |
| Coordination du travail gouvernemental | 81 | 78 | 432 | 408 | 376 | 377 | 32 | |
| Protection des droits et libertés | 6 | 6 | 89 | 79 | 75 | 75 | 4 | |
| Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 66 | 66 | -66 | |
| ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES | 3 058 | 2 325 | 26 541 | 23 623 | 20 492 | 20 378 | 3 131 | |
| Infrastructures et services de transports | 178 | 599 | 5 453 | 5 235 | 4 980 | 4 891 | 255 | |
| Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾ | 1 | 9 | 190 | 159 | 130 | 102 | 30 | |
| Paysages, eau et biodiversité | 29 | 32 | 185 | 151 | 134 | 137 | 17 | |
| Expertise, information géographique et météorologie | 1 | 143 | 449 | 445 | 421 | 421 | 24 | |
| Prévention des risques | 39 | 34 | 845 | 535 | 492 | 493 | 42 | |
| Energie, climat et après-mines | 159 | 223 | 3 848 | 3 715 | 2 793 | 2 791 | 922 | |
| Service public de l'énergie | 2 195 | 982 | 12 293 | 11 080 | 9 404 | 9 404 | 1 676 | |
| Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables | 220 | 250 | 1 782 | 1 786 | 1 739 | 1 740 | 47 | |
| Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat | 27 | 27 | 443 | 443 | 399 | 399 | 44 | |
| Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾ | 210 | 26 | 1 054 | 74 | 0 | 0 | 74 | |



| | Mois de juillet | | Cumul à fin juillet 2023 | | Cumul à fin juillet 2022 retraité | Cumul à fin juillet 2022 consommé | Ecart cumul |
|---|----------------------|---------------|--------------------------|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP retraités | CP consommés | 2023 / 2022 retraité |
| | unité : million d'€. | | | | | | |
| ECONOMIE | 206 | 246 | 1 254 | 2 357 | 3 728 | 3 530 | -1 371 |
| Développement des entreprises et régulations | 148 | 167 | 1 923 | 1 768 | 1 028 | 1 008 | 740 |
| Plan "France Très haut débit" | 0 | 0 | -1 544 | -151 | 200 | 200 | -351 |
| Statistiques et études économiques | 37 | 36 | 275 | 268 | 266 | 266 | 2 |
| Stratégies économiques | 20 | 43 | 601 | 472 | 486 | 309 | -13 |
| Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 748 | 1 748 | -1 748 |
| ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT | 14 498 | 14 632 | 41 465 | 48 131 | 41 676 | 41 676 | 6 455 |
| Charge de la dette et trésorerie de l'Etat | 14 354 | 14 354 | 40 305 | 40 305 | 38 982 | 38 982 | 1 323 |
| Appels en garantie de l'Etat | 144 | 278 | 1 109 | 1 109 | 688 | 688 | 421 |
| Epargne | 0 | 0 | 51 | 50 | 41 | 41 | 10 |
| Dotation du Mécanisme européen de stabilité | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque | 0 | 0 | 0 | 80 | 80 | 80 | 0 |
| Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 | 0 | 0 | 0 | 6 586 | 1 885 | 1 885 | 4 701 |
| ENSEIGNEMENT SCOLAIRE | 6 676 | 6 794 | 47 804 | 47 707 | 46 425 | 46 439 | 1 281 |
| Enseignement scolaire public du premier degré | 2 119 | 2 123 | 14 564 | 14 554 | 14 090 | 14 089 | 465 |
| Enseignement scolaire public du second degré | 2 945 | 2 944 | 20 888 | 20 880 | 20 283 | 20 288 | 596 |
| Vie de l'élève | 708 | 754 | 4 819 | 4 807 | 4 747 | 4 747 | 60 |
| Enseignement privé du premier et du second degrés | 596 | 630 | 5 039 | 5 025 | 4 896 | 4 896 | 129 |
| Soutien de la politique de l'éducation nationale | 215 | 251 | 1 559 | 1 511 | 1 484 | 1 484 | 27 |
| Enseignement technique agricole | 93 | 92 | 935 | 930 | 925 | 935 | 4 |
| GESTION DES FINANCES PUBLIQUES | 835 | 855 | 6 110 | 5 947 | 5 730 | 5 729 | 217 |
| Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local | 640 | 649 | 4 582 | 4 445 | 4 337 | 4 332 | 108 |
| Conduite et pilotage des politiques économiques et financières | 59 | 69 | 570 | 569 | 494 | 497 | 74 |
| Facilitation et sécurisation des échanges | 136 | 138 | 958 | 933 | 899 | 900 | 34 |
| IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION | 337 | 276 | 1 380 | 1 133 | 1 106 | 1 106 | 27 |
| Immigration et asile | 252 | 195 | 1 049 | 839 | 894 | 894 | -55 |
| Intégration et accès à la nationalité française | 85 | 82 | 330 | 294 | 212 | 212 | 82 |
| INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 | 1 462 | 263 | 2 058 | 2 568 | 2 844 | 2 844 | -276 |
| Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche | 0 | 23 | 0 | 48 | 195 | 195 | -147 |
| Valorisation de la recherche | 0 | 0 | 0 | 0 | 441 | 441 | -441 |
| Accélération de la modernisation des entreprises | 0 | 23 | 0 | 23 | 333 | 333 | -311 |
| Financement des investissements stratégiques | 89 | 193 | 180 | 1 698 | 1 410 | 1 410 | 288 |
| Financement structurel des écosystèmes d'innovation | 1 373 | 25 | 1 878 | 800 | 465 | 465 | 335 |
| JUSTICE | 832 | 801 | 6 749 | 6 531 | 6 095 | 6 096 | 436 |
| Justice judiciaire | 309 | 304 | 2 486 | 2 386 | 2 288 | 2 289 | 97 |
| Administration pénitentiaire | 406 | 356 | 2 606 | 2 595 | 2 505 | 2 505 | 90 |
| Protection judiciaire de la jeunesse | 67 | 87 | 667 | 592 | 534 | 534 | 58 |
| Accès au droit et à la justice | 3 | 3 | 553 | 550 | 465 | 465 | 84 |
| Conduite et pilotage de la politique de la justice | 46 | 51 | 435 | 407 | 301 | 302 | 107 |
| Conseil supérieur de la magistrature | 0 | 1 | 2 | 3 | 2 | 2 | 1 |
| MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES | 12 | 38 | 541 | 424 | 353 | 352 | 71 |
| Presse et médias | 5 | 31 | 237 | 227 | 164 | 164 | 64 |
| Livre et industries culturelles | 7 | 7 | 304 | 197 | 189 | 189 | 7 |
| OUTRE-MER | 80 | 72 | 1 890 | 1 432 | 1 247 | 1 461 | 185 |
| Emploi outre-mer | 26 | 29 | 1 390 | 1 079 | 941 | 1 152 | 138 |
| Conditions de vie outre-mer | 54 | 44 | 499 | 353 | 306 | 308 | 47 |
| PLAN DE RELANCE | 49 | 203 | -205 | 1 323 | 5 615 | 5 615 | -4 292 |
| Écologie | 30 | 154 | 4 | 952 | 2 417 | 2 417 | -1 464 |
| Compétitivité | 19 | 47 | 23 | 332 | 1 155 | 1 155 | -823 |
| Cohésion | 0 | 2 | -233 | 38 | 2 044 | 2 044 | -2 005 |
| PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 975 | 1 975 | -1 975 |
| Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 100 | -100 |
| Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 762 | 1 762 | -1 762 |
| Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 78 | 78 | -78 |
| Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 35 | -35 |
| POUVOIRS PUBLICS | 0 | 0 | 1 077 | 1 077 | 1 048 | 1 048 | 29 |
| Présidence de la République | 0 | 0 | 110 | 110 | 105 | 105 | 5 |
| Assemblée nationale | 0 | 0 | 571 | 571 | 552 | 552 | 19 |
| Sénat | 0 | 0 | 346 | 346 | 339 | 339 | 8 |
| La Chaîne parlementaire | 0 | 0 | 34 | 34 | 34 | 34 | 0 |
| Indemnités des représentants français au Parlement européen | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Conseil constitutionnel | 0 | 0 | 13 | 13 | 16 | 16 | -3 |
| Haute Cour | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cour de justice de la République | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 |



| | Mois de juillet | | Cumul à fin juillet 2023 | | Cumul à fin juillet 2022 retraité | Cumul à fin juillet 2022 consommé | Ecart cumul 2023 / 2022 retraité |
|--|-----------------|---------------|--------------------------|----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| | AE consommées | CP consommés | AE consommées | CP consommés | CP retraités | CP consommés | |
| unité : million d'€. RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 922 | 6 145 | 27 411 | 21 706 | 20 581 | 20 565 | 1 125 |
| Formations supérieures et recherche universitaire | 179 | 4 875 | 14 246 | 12 188 | 11 748 | 11 746 | 441 |
| Vie étudiante | 438 | 111 | 2 317 | 1 751 | 1 772 | 1 771 | -21 |
| Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires | 56 | 588 | 6 588 | 4 196 | 3 768 | 3 772 | 428 |
| Recherche spatiale | 1 | 17 | 1 779 | 1 212 | 1 176 | 1 176 | 36 |
| Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables | 220 | 443 | 1 414 | 1 508 | 1 478 | 1 478 | 30 |
| Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle | 0 | 86 | 660 | 501 | 426 | 426 | 74 |
| Recherche duale (civile et militaire) | 0 | 0 | 142 | 106 | 0 | 0 | 106 |
| Enseignement supérieur et recherche agricoles | 28 | 24 | 265 | 244 | 213 | 196 | 31 |
| REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE | 69 | 513 | 5 389 | 4 046 | 3 859 | 3 948 | 187 |
| Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres | 69 | 358 | 3 675 | 2 809 | 2 646 | 2 735 | 162 |
| Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins | 0 | 66 | 735 | 536 | 469 | 469 | 66 |
| Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers | 0 | 89 | 979 | 702 | 743 | 743 | -42 |
| RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | 492 | 401 | 3 295 | 2 636 | 2 776 | 2 780 | -141 |
| Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements | 491 | 399 | 3 156 | 2 488 | 2 634 | 2 636 | -146 |
| Concours spécifiques et administration | 1 | 1 | 139 | 148 | 142 | 144 | 6 |
| REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS | 23 827 | 23 831 | 96 063 | 96 058 | 82 836 | 82 724 | 13 222 |
| Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat | 23 592 | 23 596 | 93 521 | 93 516 | 79 947 | 79 947 | 13 569 |
| Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux | 235 | 235 | 2 543 | 2 542 | 2 889 | 2 777 | -347 |
| SANTE | 859 | 821 | 2 210 | 1 908 | 1 104 | 1 104 | 805 |
| Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins | 87 | 49 | 291 | 194 | 254 | 254 | -60 |
| Protection maladie | 0 | 0 | 1 146 | 942 | 850 | 850 | 92 |
| Carte vitale biométrique ⁽³⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) | 772 | 772 | 772 | 772 | 0 | 0 | 772 |
| SECURITES | 1 896 | 1 903 | 13 337 | 13 117 | 12 546 | 12 548 | 571 |
| Police nationale | 986 | 1 001 | 7 053 | 6 944 | 6 662 | 6 663 | 282 |
| Gendarmerie nationale | 845 | 844 | 5 882 | 5 780 | 5 500 | 5 500 | 281 |
| Sécurité et éducation routières | 3 | 3 | 31 | 21 | 19 | 19 | 2 |
| Sécurité civile | 62 | 56 | 370 | 371 | 366 | 366 | 5 |
| SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES | 135 | 1 223 | 28 013 | 17 033 | 17 272 | 17 190 | -239 |
| Inclusion sociale et protection des personnes | 56 | 1 026 | 13 008 | 8 392 | 8 515 | 8 433 | -122 |
| Handicap et dépendance | 16 | 127 | 14 012 | 7 763 | 7 719 | 7 719 | 45 |
| Egalité entre les femmes et les hommes | 11 | 10 | 24 | 23 | 18 | 18 | 5 |
| Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales | 53 | 60 | 969 | 855 | 821 | 820 | 34 |
| Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 | 200 | -200 |
| SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE | 53 | 223 | 1 143 | 997 | 955 | 955 | 42 |
| Sport | 17 | 14 | 368 | 268 | 344 | 344 | -76 |
| Jeunesse et vie associative | 33 | 207 | 696 | 510 | 412 | 412 | 98 |
| Jeux olympiques et paralympiques 2024 | 3 | 3 | 79 | 219 | 200 | 200 | 19 |
| TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES | 54 | 71 | 429 | 436 | 353 | 352 | 84 |
| Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾ | 20 | 40 | 139 | 191 | 110 | 110 | 81 |
| Transformation publique | 6 | 11 | 57 | 73 | 76 | 76 | -3 |
| Innovation et transformation numériques | 1 | 1 | 4 | 4 | 3 | 3 | 1 |
| Fonction publique | 23 | 15 | 204 | 144 | 141 | 141 | 2 |
| Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques | 4 | 4 | 25 | 25 | 21 | 21 | 3 |
| TRAVAIL ET EMPLOI | 5 296 | 3 198 | 12 233 | 11 094 | 7 405 | 7 413 | 3 689 |
| Accès et retour à l'emploi | 492 | 841 | 4 086 | 4 253 | 4 209 | 4 214 | 44 |
| Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi | 4 733 | 2 283 | 7 696 | 6 380 | 2 761 | 2 761 | 3 619 |
| Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail | 16 | 11 | 51 | 68 | 59 | 59 | 9 |
| Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail | 56 | 62 | 400 | 393 | 376 | 379 | 17 |
| TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL | 70 333 | 74 979 | 387 178 | 370 738 | 344 458 | 344 137 | 26 280 |
| TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL | 46 742 | 51 382 | 293 657 | 277 222 | 264 511 | 261 413 | 12 711 |

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



| | Mois | | Cumul à fin juillet | | Ecart cumulé |
|--|---------|---------|---------------------|--------------|----------------------|
| | Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | | |
| Impôt sur le Revenu (A) | 8 774 | 57 894 | 54 882 | 54 882 | 3 012 |
| Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B) | 183 | 914 | 1 118 | 1 163 | -204 |
| Impôt sur les sociétés (C) | 1 291 | 46 430 | 49 554 | 49 554 | -3 124 |
| Impôt sur les sociétés | 1 276 | 45 636 | 48 310 | 48 310 | -2 674 |
| Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés | 15 | 795 | 995 | 995 | -201 |
| Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés | 0 | 0 | 249 | 249 | -249 |
| Autres impôts directs et taxes assimilées (D) | 2 286 | 16 127 | 15 245 | 11 301 | 883 |
| Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu | 123 | 927 | 645 | 645 | 282 |
| Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes | 927 | 3 809 | 2 947 | 2 947 | 861 |
| Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3) | 2 | 75 | 0 | 0 | 75 |
| Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Impôt sur la fortune immobilière | 103 | 311 | 393 | 393 | -83 |
| Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage | 0 | 3 | 3 | 3 | 1 |
| Prélèvements sur les entreprises d'assurance | 6 | 226 | 99 | 99 | 127 |
| Taxe sur les salaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Cotisation minimale de taxe professionnelle | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction | 1 | 13 | 21 | 21 | -8 |
| Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue | 3 | 17 | 21 | 21 | -4 |
| Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité | 11 | 70 | 71 | 71 | -2 |
| Contribution des institutions financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les surfaces commerciales | 13 | 206 | 195 | 195 | 11 |
| Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvements de solidarité | 1 001 | 5 675 | 5 024 | 5 024 | 652 |
| Taxe sur les services numériques | 0 | 397 | 359 | 359 | 39 |
| Taxe d'habitation sur les résidences principales | 20 | 406 | 929 | 929 | -523 |
| Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat) | 45 | 3 583 | 4 046 | 102 | -462 |
| Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Recettes diverses | 30 | 407 | 490 | 490 | -83 |
| Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E) | 1 693 | 10 836 | 10 292 | 10 917 | 543 |
| Taxe sur la Valeur Ajoutée (F) | 17 619 | 105 891 | 98 719 | 104 292 | 7 172 |
| Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G) | 3 919 | 21 997 | 24 101 | 23 084 | -2 104 |
| Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices | 96 | 308 | 490 | 490 | -182 |
| Mutations à titre onéreux de fonds de commerce | 22 | 121 | 129 | 129 | -8 |
| Mutations à titre onéreux de meubles corporels | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers | 8 | 60 | 39 | 39 | 21 |



| | Mois | | Cumul à fin juillet | | Ecart cumulé |
|--|---------------|----------------|---------------------|-----------------|----------------------------|
| | juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | | |
| Mutations à titre gratuit entre vifs (donations) | 444 | 2 278 | 1 802 | 1 802 | 476 |
| Mutations à titre gratuit par décès | 1 650 | 9 332 | 8 467 | 8 467 | 865 |
| Contribution de sécurité immobilière | 76 | 474 | 532 | 532 | -57 |
| Autres conventions et actes civils | 46 | 264 | 281 | 281 | -16 |
| Actes judiciaires et extrajudiciaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe de publicité foncière | 60 | 362 | 345 | 345 | 17 |
| Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès | 31 | 276 | 262 | 262 | 14 |
| Taxe additionnelle au droit de bail | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes diverses et pénalités | 15 | 122 | 91 | 91 | 31 |
| Timbre unique | 20 | 216 | 218 | 218 | -2 |
| Taxe sur les véhicules de société | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actes et écrits assujettis au timbre de dimension | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Permis de chasser | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules | 82 | 467 | 329 | 329 | 137 |
| Droits d'importation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾ | 378 | 378 | 0 | 0 | 378 |
| Autres taxes intérieures | 584 | 2 064 | 6 090 | 5 073 | -4 026 |
| Autres droits et recettes accessoires | 0 | 3 | 3 | 3 | 0 |
| Amendes et confiscations | 3 | 25 | 27 | 27 | -2 |
| Taxe générale sur les activités polluantes | 4 | 598 | 95 | 95 | 503 |
| Cotisation à la production sur les sucres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe et droits de consommation sur les tabacs | 2 | 41 | 43 | 43 | -2 |
| Garantie des matières d'or et d'argent | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe spéciale sur certains véhicules routiers | 1 | 165 | 157 | 157 | 8 |
| Autres droits et recettes à différents titres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les achats de viande | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe spéciale sur la publicité télévisée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Redevances sanitaires d'abattage et de découpage | 4 | 28 | 29 | 29 | -1 |
| Taxe sur certaines dépenses de publicité | 0 | 18 | 17 | 17 | 1 |
| Taxe de l'aviation civile | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les installations nucléaires de base | 0 | 560 | 560 | 560 | 0 |
| Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées | 0 | 23 | 24 | 24 | -1 |
| Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs) | 210 | 1 477 | 1 505 | 1 505 | -28 |
| Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos | 80 | 531 | 461 | 461 | 70 |
| Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques | 29 | 216 | 218 | 218 | -2 |
| Prélèvement sur les paris sportifs | 49 | 495 | 450 | 450 | 44 |
| Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne | 8 | 67 | 57 | 57 | 10 |
| Redevance sur les paris hippiques en ligne | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taxe sur les transactions financières | -46 | 529 | 966 | 966 | -437 |
| Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres taxes | 63 | 498 | 413 | 413 | 85 |
| TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G) | 35 766 | 260 089 | 253 910 | 255 193 | 6 179 |
| TOTAL GENERAL (net) | 12 169 | 166 573 | 173 964 | 172 469 | -7 390 |

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



| | Mois | | Cumul à fin juillet | | Ecart cumulé |
|---|------------|--------------|---------------------|-----------------|----------------------------|
| | Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | | |
| Dividendes et recettes assimilées (A) | 450 | 2 692 | 4 165 | 4 165 | -1 473 |
| Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières | 0 | 712 | 1 764 | 1 764 | -1 052 |
| Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers | 450 | 1 966 | 1 283 | 1 283 | 683 |
| Autres dividendes et recettes assimilées | 0 | 13 | 1 118 | 1 118 | -1 105 |
| Produits du domaine de l'Etat (B) | 190 | 852 | 511 | 511 | 341 |
| Revenus du domaine public non militaire | 59 | 307 | 186 | 186 | 121 |
| Autres revenus du domaine public | 1 | 3 | 2 | 2 | 1 |
| Revenus du domaine privé | 2 | 309 | 187 | 187 | 122 |
| Redevances d'usage des fréquences radioélectriques | 129 | 231 | 134 | 134 | 97 |
| Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres produits de cessions d'actifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres revenus du Domaine | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Produits de la vente de biens et services (C) | 327 | 1 437 | 1 633 | 1 633 | -196 |
| Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget | 53 | 272 | 291 | 291 | -19 |
| Autres frais d'assiette et de recouvrement | 88 | 617 | 652 | 652 | -35 |
| Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne | 1 | 5 | 26 | 26 | -21 |
| Produits de la vente de divers biens | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits de la vente de divers services | 0 | 2 | 3 | 3 | -1 |
| Autres recettes diverses | 184 | 541 | 661 | 661 | -119 |
| Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D) | 14 | 303 | 366 | 366 | -63 |
| Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers | 0 | 162 | 22 | 22 | 140 |
| Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social | 1 | 7 | 5 | 5 | 3 |
| Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics | 6 | 15 | 1 | 1 | 14 |
| Intérêts des autres prêts et avances | 0 | 40 | 262 | 262 | -222 |
| Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile | 5 | 50 | 54 | 54 | -4 |
| Autres avances remboursables sous conditions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reversement au titre des créances garanties par l'Etat | 0 | 0 | 6 | 6 | -6 |
| Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées | 1 | 28 | 16 | 16 | 12 |



| | Mois | Cumul à fin juillet | | Ecart cumul |
|--|--------------|---------------------|------------------|----------------------------|
| | Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | |
| Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E) | 173 | 1 018 | 1 621 | -602 |
| Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers | 0 | 45 | 45 | 0 |
| Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence | 2 | 138 | 392 | -255 |
| Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes | 4 | 173 | 234 | -61 |
| Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat | 1 | 7 | 4 | 3 |
| Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires | 165 | 646 | 924 | -278 |
| Frais de poursuite | 0 | 4 | 7 | -3 |
| Frais de justice et d'instance | 1 | 4 | 6 | -1 |
| Intérêts moratoires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pénalités | 0 | 2 | 8 | -7 |
| Divers (F) | 119 | 1 812 | 8 950 | -7 138 |
| Reversements de Natixis | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur | 0 | 533 | 348 | 185 |
| Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat | 23 | 359 | 506 | -146 |
| Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires | 20 | 131 | 108 | 23 |
| Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion | 1 | 8 | 8 | 0 |
| Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais d'inscription | 0 | 4 | 4 | 0 |
| Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives | 1 | 4 | 5 | -1 |
| Remboursement des frais de scolarité et accessoires | 1 | 4 | 4 | 0 |
| Récupération d'indus | 2 | 57 | 16 | 41 |
| Recouvrements après admission en non-valeur | 10 | 66 | 79 | -13 |
| Divers versements de l'Union européenne | 0 | 0 | 7 400 | -7 400 |
| Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits | 1 | 23 | 19 | 5 |
| Intérêts divers (hors immobilisations financières) | 3 | 20 | 16 | 4 |
| Recettes diverses en provenance de l'étranger | 2 | 2 | 0 | 2 |
| Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes accidentelles | 21 | 240 | 203 | 37 |
| Produits divers | -2 | 19 | 3 | 16 |
| Autres produits divers | 36 | 341 | 233 | 108 |
| TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F) | 1 273 | 8 115 | 17 246 | -9 131 |

(1) Suppression en LFI 2023



| | Mois | | Cumul à fin juillet | | Ecart cumul |
|---|---------------|----------------|---------------------|-----------------|----------------------------|
| | Juillet | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 / 2022 retraité |
| unité : million d'€. | | | | | |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales | -5 120 | -27 404 | -26 185 | -26 297 | -1 219 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement | -2 131 | -16 857 | -16 480 | -16 588 | -377 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs | 0 | -2 | -2 | -2 | 0 |
| Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements | -2 | -6 | -8 | -8 | 1 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | -923 | -4 129 | -3 836 | -3 836 | -293 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | -297 | -574 | -531 | -531 | -43 |
| Dotation élu local | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse | -29 | -29 | -35 | -35 | 6 |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion | 0 | -4 | 4 | 0 | -8 |
| Dotation départementale d'équipement des collèges | -225 | -296 | -299 | -299 | 2 |
| Dotation régionale d'équipement scolaire | -407 | -511 | -494 | -494 | -17 |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle | -239 | -1 679 | -1 684 | -1 684 | 5 |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale | -154 | -304 | -294 | -294 | -10 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants | -1 | -3 | 1 | 1 | -4 |
| Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte | -9 | -62 | -62 | -62 | 0 |
| Fonds de compensation des nuisances aeroportuaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle | -11 | -259 | -246 | -246 | -13 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane | 0 | 0 | -27 | -27 | 27 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage | -14 | -53 | -54 | -54 | 1 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française | -8 | -53 | -53 | -53 | 0 |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire | 1 | 30 | 284 | 284 | -254 |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels | -671 | -2 609 | -2 370 | -2 370 | -240 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers | 0 | 0 | -1 | -1 | 1 |
| Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle | 0 | -5 | 0 | 0 | -5 |
| Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne | -2 084 | -14 624 | -15 300 | -15 300 | 676 |
| TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES | -7 203 | -42 028 | -41 485 | -41 597 | -543 |
| Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾ | | | | | |
| Fonds de concours ordinaires et spéciaux | 271 | 2 913 | 2 872 | 2 872 | 41 |
| Fonds de concours - coopération internationale | 42 | 447 | 318 | 318 | 129 |
| TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾ | 313 | 3 360 | 3 190 | 3 190 | 170 |

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

| | Mois de juillet | | Cumul à fin juillet | | | | | | | | | Ecart cumul Soldes 2023 / 2022 retraité | |
|--|-----------------|---------------|---------------------|------------------|-----------------|----------------|------------------|-----------------|----------------|------------------|-----------------|---|--|
| | Dépenses | Recettes | Dépenses | | | Recettes | | | Soldes | | | | |
| | | | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | 2023 | 2022 retraité | 2022 exécuté | | |
| unité : million d'€. | | | | | | | | | | | | | |
| Comptes d'affectation spéciale | 6 815 | 5 887 | 51 718 | 42 393 | 42 393 | 50 122 | 42 379 | 42 379 | -1 596 | -14 | -14 | -1 582 | |
| Contrôle de la circulation et du stationnement routiers | 330 | 186 | 498 | 553 | 553 | 1 149 | 1 020 | 1 020 | 652 | 467 | 467 | 185 | |
| Développement agricole et rural | 19 | 3 | 37 | 32 | 32 | 127 | 119 | 119 | 90 | 87 | 87 | 3 | |
| Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale | 33 | 33 | 156 | 176 | 176 | 220 | 219 | 219 | 64 | 43 | 43 | 21 | |
| Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat | 31 | 25 | 201 | 153 | 153 | 321 | 166 | 166 | 120 | 13 | 13 | 107 | |
| Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 133 | 133 | 0 | 0 | 0 | 0 | -133 | -133 | 133 | |
| Participations financières de l'Etat | 763 | 134 | 13 976 | 6 245 | 6 245 | 11 781 | 5 349 | 5 349 | -2 195 | -896 | -896 | -1 299 | |
| Pensions | 5 639 | 5 506 | 36 850 | 35 100 | 35 100 | 36 523 | 35 505 | 35 505 | -327 | 405 | 405 | -731 | |
| Comptes de concours financiers | 13 677 | 6 534 | 76 079 | 70 209 | 70 209 | 49 348 | 49 014 | 49 014 | -26 731 | -21 195 | -21 195 | -5 536 | |
| Accords monétaires internationaux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Avances à l'audiovisuel public | 318 | 6 | 2 226 | 2 159 | 2 159 | 47 | 1 349 | 1 349 | -2 179 | -810 | -810 | -1 369 | |
| Avances aux collectivités territoriales | 13 212 | 6 293 | 71 827 | 65 063 | 65 063 | 47 478 | 46 031 | 46 031 | -24 349 | -19 032 | -19 032 | -5 317 | |
| Prêts à des Etats étrangers | 0 | 154 | 464 | 618 | 618 | 325 | 648 | 648 | -140 | 30 | 30 | -170 | |
| Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés | 147 | 47 | 393 | 879 | 879 | 262 | 245 | 245 | -131 | -633 | -633 | 502 | |
| Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾ | 0 | 35 | 1 170 | 1 491 | 1 491 | 1 237 | 741 | 741 | 67 | -750 | -750 | 818 | |
| Comptes de commerce | 15 023 | 15 085 | 47 749 | 43 641 | 43 641 | 48 229 | 43 722 | 43 722 | 481 | 81 | 81 | 399 | |
| Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾ | 96 | 137 | 616 | 580 | 580 | 726 | 510 | 510 | 110 | -69 | -69 | 179 | |
| Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire | 16 | 14 | 112 | 112 | 112 | 105 | 109 | 109 | -6 | -3 | -3 | -3 | |
| Couverture des risques financiers de l'Etat | 2 | 2 | 1 616 | 1 695 | 1 695 | 1 616 | 1 695 | 1 695 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat | 47 | 67 | 381 | 340 | 340 | 437 | 462 | 462 | 55 | 122 | 122 | -66 | |
| Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat | 14 757 | 14 766 | 43 726 | 40 253 | 40 253 | 43 737 | 40 253 | 40 253 | 11 | -1 | -1 | 12 | |
| Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés | 4 | 0 | 5 | 6 | 6 | 3 | 5 | 5 | -2 | -1 | -1 | -1 | |
| Opérations commerciales des domaines | 6 | 11 | 40 | 32 | 32 | 71 | 61 | 61 | 31 | 29 | 29 | 2 | |
| Régie industrielle des établissements pénitentiaires | 2 | 1 | 18 | 19 | 19 | 15 | 12 | 12 | -3 | -7 | -7 | 4 | |
| Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Soutien financier au commerce extérieur | 91 | 87 | 1 232 | 604 | 604 | 1 518 | 616 | 616 | 286 | 12 | 12 | 273 | |
| Comptes d'opérations monétaires | 52 | 88 | 142 | 2 177 | 2 177 | 891 | 1 087 | 1 087 | 749 | -1 090 | -1 090 | 1 839 | |
| Emission des monnaies métalliques | 0 | 45 | 63 | 75 | 75 | 139 | 93 | 93 | 76 | 18 | 18 | 58 | |
| Opérations avec le Fonds Monétaire International | 31 | 38 | 52 | 2 098 | 2 098 | 745 | 989 | 989 | 694 | -1 109 | -1 109 | 1 802 | |
| Pertes et bénéfices de change | 21 | 6 | 28 | 4 | 4 | 8 | 5 | 5 | -20 | 1 | 1 | -21 | |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX | 35 568 | 27 594 | 175 688 | 158 420 | 158 420 | 148 592 | 136 202 | 136 202 | -27 097 | -22 218 | -22 218 | -4 879 | |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI) | 35 537 | 27 556 | 175 637 | 156 322 | 156 322 | 147 846 | 135 213 | 135 213 | -27 790 | -21 109 | -21 109 | -6 681 | |

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

| | | unité : million d'€. | Solde au 31/12/2022 | Flux nets de l'année | Solde à fin juillet 2023 |
|---|---|--|---------------------|----------------------|--------------------------|
| Dépôts de fonds au Trésor | Organismes à caractère financier | Organismes d'assurance et de réassurance | 389 | -3 | 386 |
| | | Caisse des Dépôts et Consignations | 12 | -1 | 11 |
| | | La Poste | 0 | 0 | 0 |
| | | Divers organismes à caractère financier | 4 834 | 111 | 4 946 |
| | Total organismes à caractère financier | | 5 235 | 107 | 5 343 |
| | CEPL | Régions | 2 683 | -334 | 2 348 |
| | | Départements | 12 020 | -1 795 | 10 225 |
| | | Communes | 31 795 | -223 | 31 572 |
| | | Etablissements publics de coopération intercommunale | 18 875 | -249 | 18 626 |
| | | Etablissements sociaux et médico-sociaux | 2 393 | -316 | 2 076 |
| | | Autres | 10 106 | -230 | 9 876 |
| | Total CEPL | | 77 872 | -3 149 | 74 723 |
| | Etablissements publics de santé | | 9 230 | -1 801 | 7 430 |
| | Etablissements publics nationaux | Etablissements publics nationaux à caractère administratif | 26 972 | -5 911 | 21 061 |
| | | Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial | 22 088 | 1 580 | 23 668 |
| | | Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel | 5 175 | 3 242 | 8 417 |
| | | Etablissements publics à caractère scientifique et technologique | 2 305 | -394 | 1 911 |
| | Total établissements publics nationaux | | 56 540 | -1 483 | 55 057 |
| | Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger | | 8 816 | -896 | 7 920 |
| | Union européenne | | 3 975 | -59 | 3 916 |
| Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés | BPI Groupe financement fonds de garantie | 5 986 | 25 | 6 011 | |
| | GIP | 1 887 | 425 | 2 311 | |
| | EPLÉ | 2 809 | 887 | 3 695 | |
| | Autres correspondants | 3 338 | 457 | 3 794 | |
| | Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor | 0 | 0 | 0 | |
| | Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor | 72 | -72 | 0 | |
| Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés | | 14 091 | 1 721 | 15 812 | |
| Total Dépôts de fonds du Trésor | | 175 760 | -5 559 | 170 201 | |
| Comptes à terme | Placements des CEPL sur un compte à terme | 306 | 1 696 | 2 002 | |
| | Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme | 3 | 192 | 194 | |
| | Intérêts courus sur comptes à terme | 0 | 0 | 0 | |
| | Total Comptes à terme | 309 | 1 887 | 2 196 | |
| Total Passif (A) | | 176 069 | -3 672 | 172 397 | |
| Créances résultant des placements des deniers pupillaires | | 0 | 0 | 0 | |
| Découverts des correspondants du Trésor | | 0 | 0 | 0 | |
| Total Actif (B) | | 0 | 0 | 0 | |
| SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B) | | 176 069 | -3 672 | 172 397 | |



| unité : million d'€. | Solde au 31/12/2022 | Flux nets de l'année | Solde à fin juillet 2023 |
|--|------------------------|----------------------|-----------------------------|
| Titres négociables (A) | 2 277 824 | 106 511 | 2 384 334 |
| Titres négociables à moyen et long terme | 2 129 361 | 90 338 | 2 219 698 |
| Obligations Assimilables du Trésor (OAT) | 2 129 361 | 90 338 | 2 219 698 |
| <i>dont</i> - <i>taux fixe</i> | 1 867 131 | 94 538 | 1 961 668 |
| - <i>taux variable</i> | 213 940 | -1 624 | 212 316 |
| Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN) | 0 | 0 | 0 |
| <i>dont</i> - <i>taux fixe</i> | 0 | 0 | 0 |
| - <i>taux variable</i> | 0 | 0 | 0 |
| Autres titres négociables à moyen et long terme | 0 | 0 | 0 |
| Titres négociables à court terme | 148 463 | 16 173 | 164 636 |
| Bons du Trésor à taux Fixe (BTF) | 148 463 | 16 173 | 164 636 |
| Autres titres négociables à court terme | 0 | 0 | 0 |
| Dettes exigibles sur titres négociables échus (B) | 0 | 0 | 0 |
| Dettes financières et autres emprunts (C) | 34 468 | -1 907 | 32 560 |
| TOTAL (A+B+C) | 2 312 292 | 104 603 | 2 416 895 |



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.